

**Question parlementaire nr. 18 déposée par madame Katrin JADIN, Députée, à Madame Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales.**

---

**QUESTION :**

**Ratification et universalisation de la convention d'Istanbul**

Le 26 janvier 2017, la Chambre votait à l'unanimité la proposition de résolution 1725/009 que j'avais initiée et qui visait à promouvoir la lutte contre les violences faites aux femmes, notamment par la ratification et l'universalisation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, faite à Istanbul le 11 mai 2011.

Comme nous le rappelions, la problématique des droits de l'homme constitue le premier objectif de la politique étrangère belge. Si des progrès doivent encore être réalisés au niveau national, la Belgique fait néanmoins partie des bons élèves en termes de lutte contre les violences faites aux femmes. Elle doit dès lors jouer un rôle actif en la matière et utiliser les canaux bilatéraux et multilatéraux pour faire en sorte que les États évoluent ensemble en la matière.

La proposition de résolution demandait notamment au gouvernement fédéral:

- d'appeler l'ensemble des États membres du Conseil de l'Europe qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier la Convention d'Istanbul;
- de prendre les mesures diplomatiques nécessaires pour faire la promotion de cette Convention auprès d'États qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe et en faire un instrument universel;
- de demander aux États de renforcer leur législation et leurs politiques nationales concernant la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Je constate néanmoins qu'à l'heure actuelle, certains membres du Conseil de l'Europe n'ont toujours pas ratifié la Convention en question. Je pense notamment à la Bulgarie, à la Hongrie, à la Tchéquie, à la Lettonie, à la Lituanie, à la Slovaquie et au Royaume-Uni.

Je constate en outre que la Pologne, qui a signé la Convention d'Istanbul en 2012 et qui l'a ratifiée en 2015, remettait récemment son adhésion au traité en question. Le parti conservateur au pouvoir à Varsovie, Droit et Justice (PiS), et ses partenaires de coalition se montrent critiques envers la Convention d'Istanbul, jugée trop libérale. Si aucune décision n'a encore été

prise sur la question, un éventuel retrait constituerait un recul inquiétant dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Je constate par ailleurs que la Turquie envisage elle aussi de se retirer de la Convention. Le parti au pouvoir, l'AKP, se dit contrarié par la notion de genre et estime que ce texte repose notamment sur des notions idéologiques du féminisme. Je regrette qu'une telle réflexion soit en cours, en particulier quand on sait que les féminicides se multiplient en Turquie.

1. Quelles ont été les initiatives qui ont été prises par vous et par votre prédécesseur pour donner suite à la résolution?

2. Dans le contexte bien particulier de la Pologne et de la Turquie, quelles mesures diplomatiques comptez-vous entreprendre pour éviter ces reculs importants dans la lutte contre la violence faites aux femmes?

Je constate par ailleurs que malgré les appels répétés du Parlement européen pour que l'Union européenne ratifie la Convention, le Conseil européen n'a pas encore adopté les décisions nécessaires en ce sens.

3. Quelles ont été les initiatives qui ont été prises ces cinq dernières années par la Belgique pour faire en sorte que l'Union européenne ratifie la Convention?

#### **REPONSE:**

La Belgique attache une grande importance à la Convention d'Istanbul, le premier instrument international juridiquement contraignant dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. La Belgique promeut activement la ratification et la mise en œuvre de cette Convention. La promotion et la protection des droits des femmes, y compris la lutte contre la violence basée sur le genre et sexuelle, sont des priorités de la politique extérieure et intérieure de la Belgique.

#### **ANTWOORD:**

België hecht veel belang aan het Verdrag van Istanbul, het eerste internationaal juridisch bindend instrument in de strijd tegen geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld. België moedigt de ratificatie en de tenuitvoerlegging van dat Verdrag actief aan. De bevordering en bescherming van vrouwenrechten, en dus ook de strijd tegen gendergerelateerd en seksueel geweld, zijn prioriteiten van het Belgische binnen- en buitenlandbeleid.

La ratification par le plus grand nombre de pays possible de la Convention d'Istanbul est une priorité pour la Belgique. Dans nos contacts bilatéraux avec les États membres du Conseil de l'Europe, la ratification de la Convention d'Istanbul est systématiquement évoquée et encouragée. De plus, au cours de l'Examen Périodique Universel du Portugal, de la Slovaquie et de la Macédoine du Nord, la Belgique a formulé des questions et des recommandations respectivement concernant la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul, la ratification et la suspension des réserves par rapport à la Convention.

Le 29 octobre 2019, en marge de la conférence régionale Beijing+25, la Belgique a également organisé un événement parallèle intitulé « La Convention d'Istanbul dans la pratique: prise en charge globale des victimes de violences sexuelles ». Notre pays a non seulement plaidé en faveur d'une large ratification de la Convention, mais a également mis l'accent d'emblée sur l'importance de partager les bonnes pratiques au niveau de la mise en œuvre.

Les développements en Pologne et en Turquie que vous évoquez sont en effet sources d'interrogations et sont suivis de près par nos postes diplomatiques et notre administration à Bruxelles.

Voor België is de ratificatie van het Verdrag van Istanbul door zoveel mogelijk landen een prioriteit. In onze bilaterale contacten met de lidstaten van de Raad van Europa wordt de ratificatie van het Verdrag van Istanbul stelselmatig aangekaart en wordt ertoe opgeroepen. Bovendien heeft België in het kader van het Universeel Periodiek Onderzoek van Portugal, Slowakije en Noord-Macedonië vragen en aanbevelingen geformuleerd met betrekking tot respectievelijk de uitvoering van het Verdrag van Istanbul, de ratificatie ervan en de opschorting van de voorbehouden ten aanzien van het Verdrag.

Op 29 oktober 2019 organiseerde België, in de marge van de regionale conferentie inzake Beijing+25, een side event met als titel "Het Verdrag van Istanbul in de praktijk. Holistische zorg voor slachtoffers van seksueel geweld". Ons land moedigde daarbij niet alleen een brede ratificatie van het Verdrag aan, maar benadrukte het belang van het delen van goede praktijken voor de tenuitvoerlegging ervan.

De ontwikkelingen in Polen en Turkije die u vermeldt, roepen inderdaad vragen op en worden van nabij gevolgd door onze diplomatieke posten en door onze administratie in Brussel. E

Des contacts réguliers ont également lieu avec la société civile polonaise et turque.

Par rapport aux annonces auxquelles vous faites référence, j'ai réagi publiquement à de nombreuses occasions réitéré l'engagement total de la Belgique en soutien à la Convention pour prévenir tout acte de violence envers les femmes. J'ai également appelé à mettre fin, aujourd'hui encore plus que jamais vu la forte recrudescence de la violence domestique en cette période de pandémie, à certaines fausses idées concernant cette Convention afin de permettre sa mise en œuvre en Europe.

La Belgique, avec certains autres états *like-minded* de l'UE, a effectué le 7 août 2020 une démarche commune auprès des autorités polonaises compétentes pour la Convention d'Istanbul où un message semblable a été transmis. Lors de cette démarche la Pologne a également été appelée à maintenir ses engagements envers la Convention d'Istanbul.

La Belgique entretient de bonnes relations bilatérales avec la Pologne, qui, tout comme la Belgique, est membre de l'UE et du Conseil de l'Europe, ce qui nous a toujours permis d'aborder des dossiers difficiles auprès des autorités polonaises.

r zijn ook regelmatig contacten met het Poolse en Turkse maatschappelijk middenveld.

Wat betreft de aankondigingen waarnaar u verwijst, heb ik al talrijke keren in een publiekelijke reactie bevestigd dat België zich ten volle engageert voor het Verdrag, om elke daad van geweld tegen vrouwen uit te bannen. Ik heb ook opgeroepen om – vandaag meer dan ooit, gelet op de forse toename van huiselijk geweld tijdens de huidige pandemie – bepaalde misvattingen omtrent het Verdrag uit de wereld te helpen, teneinde de tenuitvoerlegging ervan in Europa mogelijk te maken.

Op 7 augustus 2020 heeft België samen met een aantal gelijkgezinde EU-lidstaten een gezamenlijke demarche ondernomen bij de Poolse autoriteiten die bevoegd zijn voor het Verdrag van Istanbul, waarbij een soortgelijke boodschap werd overgebracht. Bij die gelegenheid werd Polen ook opgeroepen om zijn verbintenissen ten aanzien van het Verdrag van Istanbul na te komen.

België onderhoudt goede bilaterale betrekkingen met Polen, dat net zoals België lid is van de Europese Unie en van de Raad van Europa, waardoor we moeilijke dossiers altijd hebben kunnen bespreken met de Poolse autoriteiten.

Concernant la dénonciation, l'article 80 de la Convention d'Istanbul stipule que toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la Convention en adressant une notification à la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe. La dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par la Secrétaire Générale.

La Commission européenne suit avec attention ces développements en Pologne, notamment à travers le prisme du respect de l'Etat de droit. La procédure article 7 a été enclenchée à l'encontre de la Pologne en décembre 2017 : ses travaux sont en cours et plusieurs auditions ont eu lieu.

Un état de la question a été présenté par la Commission dans le cadre de cette procédure lors du Conseil Affaires Générales du 22 septembre, où le retrait de la Convention d'Istanbul a été mentionné. La Belgique n'y a pas manqué, dans le cadre d'une déclaration conjointe des Etats du Benelux, de réitérer son soutien à la Commission dans son rôle de gardienne des traités et garante des valeurs fondamentales de l'Union. D'autres discussions devraient avoir lieu dans le cadre de la procédure article 7 sous Présidence portugaise du Conseil.

Wat de opzegging betreft, stelt artikel 80 van het Verdrag van Istanbul dat elke partij het Verdrag te allen tijde kan opzeggen door middel van een kennisgeving gericht aan de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa. De opzegging wordt van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Secretaris-Generaal.

De Europese Commissie volgt de ontwikkelingen in Polen aandachtig, in het bijzonder vanuit het oogpunt van de eerbiediging van de rechtsstaat. In december 2017 werd de artikel-7-procedure ingeleid tegen Polen. De procedure loopt en er zijn verschillende hoorzittingen geweest.

De Commissie heeft een stand van zaken van de procedure gegeven tijdens de Raad Algemene Zaken van 22 september, waar ook de terugtrekking uit het Verdrag van Istanbul ter sprake kwam. In een gezamenlijke Benelux-verklaring heeft België zijn steun uitgesproken aan de Commissie als hoedster van de verdragen en de waarden van de Unie. Verdere besprekingen zullen plaatsvinden in het kader van de artikel-7 procedure onder het Portugese voorzitterschap van de Raad.

En octobre 2015, la Commission européenne avait publié une feuille de route sur l'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul, indiquant que cela créerait un cadre cohérent au niveau de l'UE pour lutter contre la violence envers les femmes, améliorerait la prévention pour toutes les femmes et offrirait une meilleure protection et un meilleur soutien aux femmes et aux enfants victimes de violence et à des groupes de femmes spécifiques.

Après que le Conseil de l'Union européenne ait approuvé deux décisions limitant la portée de la signature à une compétence exclusive sur la coopération judiciaire en matière pénale et sur l'asile et le non-refoulement, l'Union européenne a signé la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe le 13 juin 2017.

Le projet de décision du Conseil relatif à l'accession de l'UE à la Convention d'Istanbul a fait ensuite l'objet de discussions au niveau technique au sein du Groupe de travail Droits fondamentaux, droits des citoyens et libre circulation des personnes (FREMP), un groupe de travail du Conseil. Un accord n'a toutefois pas pu être trouvé jusqu'à aujourd'hui.

In oktober 2015 publiceerde de Europese Commissie een stappenplan over de toetreding van de Europese Unie tot het Verdrag van Istanbul en gaf ze aan dat dit binnen de EU een samenhangend kader zou scheppen om geweld tegen vrouwen uit de wereld te helpen, een betere preventie zou verzekeren voor alle vrouwen en meer bescherming en ondersteuning zou bieden aan vrouwen en kinderen die het slachtoffer worden van geweld en aan welbepaalde groepen vrouwen.

Nadat de Raad van de Europese Unie twee besluiten had goedgekeurd om de draagwijdte van de ondertekening terug te brengen tot een exclusieve bevoegdheid op het gebied van justitiële samenwerking in strafzaken en van asiel en non-refoulement, ondertekende de Europese Unie op 13 juni 2017 het Verdrag van Istanbul van de Raad van Europa.

Het ontwerpbesluit van de Raad over de toetreding van de Europese Unie tot het Verdrag van Istanbul is vervolgens op technisch niveau besproken binnen de Groep grondrechten, burgerrechten en vrij verkeer van personen (FREMP), een werkgroep van de Raad. Tot op heden blijft een akkoord echter uit.

De son côté, le Parlement européen a été l'auteur de plusieurs initiatives en vue de l'accèsion par l'UE à cette Convention. Ainsi, en septembre 2017, le Parlement européen a adopté une résolution intérimaire sur l'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul, en tenant compte d'un rapport conjoint de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) et de la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (FEMM).

Dans cette résolution, le Parlement européen a demandé à la Commission d'entamer immédiatement un dialogue avec le Conseil et les États membres afin de répondre aux réserves, objections et préoccupations exprimées au niveau national, y compris les malentendus concernant le concept de "genre" utilisé dans la Convention. Le Parlement européen a appelé à de nombreuses reprises à l'accélération des négociations en vue de l'accèsion de l'UE à la Convention d'Istanbul.

Le 28 novembre 2019, le Parlement avait entendu des déclarations sur le dossier de la Commission et du Conseil, et a adopté une résolution appelant le Conseil à conclure d'urgence la ratification de l'UE et avait exhorté les sept États membres qui ont signé mais pas encore ratifié la convention - la Bulgarie, la République tchèque, la Hongrie, la Lituanie, la Lettonie, la

Het Europees Parlement van zijn kant ondernam al meerdere initiatieven met betrekking tot de toetreding van de Europese Unie tot het Verdrag. Zo keurde het in 2017 een interimresolutie goed omtrent de toetreding van de Europese Unie tot het Verdrag van Istanbul, rekening houdend met een gezamenlijk rapport van de Commissie burgerlijke vrijheden, justitie en binnenlandse zaken en de Commissie vrouwenrechten en gendergelijkheid.

In die resolutie riep het Europees Parlement de Commissie op om meteen een dialoog aan te gaan met de Raad en met de lidstaten, teneinde te antwoorden op de voorbehouden, bezwaren en bezorgdheden op nationaal niveau, met inbegrip van de misverstanden over het genderconcept dat het Verdrag hanteert. Het Europees Parlement heeft er herhaaldelijk toe opgeroepen vaart te zetten achter de onderhandelingen omtrent de toetreding van de Europese Unie tot het Verdrag van Istanbul.

Op 28 november 2019 kreeg het Europees Parlement toelichting bij het dossier door de Commissie en de Raad, en keurde het een resolutie goed waarin het de Raad verzocht om de ratificatie van het Verdrag van Istanbul door de EU met spoed af te ronden, en de zeven lidstaten die het Verdrag hebben ondertekend, maar nog niet geratificeerd - met name Bulgarië,

Slovaquie et le Royaume-Uni - à le faire sans délai. Le dossier a été inclus dans la liste des affaires en suspens à reporter à la Commission actuelle.

Tsjechië, Hongarije, Litouwen, Letland, Slowakije en het Verenigd Koninkrijk - opriep om dat onverwijld te doen. Het dossier werd toegevoegd aan de lijst van hangende zaken die aan de huidige Commissie moesten worden overgedragen.

Le Président de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a clairement indiqué que la conclusion de l'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul est une priorité pour son exécutif. Le 5 mars 2020, la Commission européenne a adopté la nouvelle stratégie de l'UE en matière d'égalité entre les hommes et les femmes pour 2020-2025. La conclusion de l'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul est l'une des priorités de cette stratégie.

Europees Commissievoorzitter Ursula von der Leyen gaf duidelijk te kennen dat het afronden van de toetreding van de Europese Unie tot het Verdrag van Istanbul een prioriteit is van de Commissie. Op 5 maart 2020 keurde de Europese Commissie de nieuwe EU-strategie voor gendergelijkheid 2020-2025 goed. Het volledig afronden van de EU-toetreding tot het Verdrag van Istanbul is een van de prioriteiten van die strategie.

Lors des discussions dans le cadre du Conseil de l'UE, sur la ratification par l'Union de la Convention d'Istanbul, la Belgique a constamment soutenu la ratification l'Union européenne de la Convention d'Istanbul.

Tijdens de besprekingen in de Raad van de Europese Unie over de ratificatie van het Verdrag van Istanbul door de Unie, heeft België die ratificatie voortdurend aangemoedigd.



Lors d'une téléconférence informelle du 17 juin 2020, la Belgique a à nouveau réitéré son soutien à la Convention et sa volonté de voir l'UE ratifier cette convention. Plusieurs Etats membres ont soutenu cette position.

Tijdens een informele teleconferentie op 17 juni 2020 heeft België nogmaals zijn steun uitgesproken voor het Verdrag en de wens geuit dat de Europese Unie tot ratificatie zou overgaan. Verschillende lidstaten hebben dat standpunt gesteund.

**La Vice-Première Ministre et  
Ministre des Affaires étrangères,  
des Affaires européennes et du  
Commerce extérieur, et des  
Institutions culturelles fédérales.**

**De Vice-eersteminister en minister  
van Buitenlandse Zaken, Europese  
Zaken en Buitenlandse Handel, en  
de Federale Culturele Instellingen.**

Sophie Wilmès

